



**PRÉFET DE LA SAVOIE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**dossier n° DP 073 175 24 R5009**

date de dépôt : 17 octobre 2024

demandeur : **Monsieur REYNAUD Laurent**

pour : **des travaux de réfection de la toiture**

adresse terrain : **2053 route du Grand Arc lieu-dit  
Le Mollard, à Montsapey (73220)**

Commune de Montsapey

**ARRÊTÉ N°  
de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable  
au nom de la commune de Montsapey**

**Le maire de Montsapey,**

Vu la déclaration préalable présentée le 17 octobre 2024, par Monsieur REYNAUD Laurent demeurant 54 rue Eugène Maréchal, Vénissieux (69200) ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour des travaux de réfection de la toiture ;
- sur un terrain situé 2053 route du Grand Arc lieu-dit Le Mollard, à Montsapey (73220) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'article L422-6 du code de l'urbanisme ;

Vu l'avis réputé favorable du Préfet de la Savoie ;

Vu l'affichage de la demande d'autorisation d'urbanisme en mairie le 17/10/2024 ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect de la prescription mentionnée à l'article 2.

**Article 2**



La toiture sera refaite en bac acier de couleur gris anthracite.

A

Le

Le maire,

9 MONTSAPEY  
22 Octobre 2024



*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.